

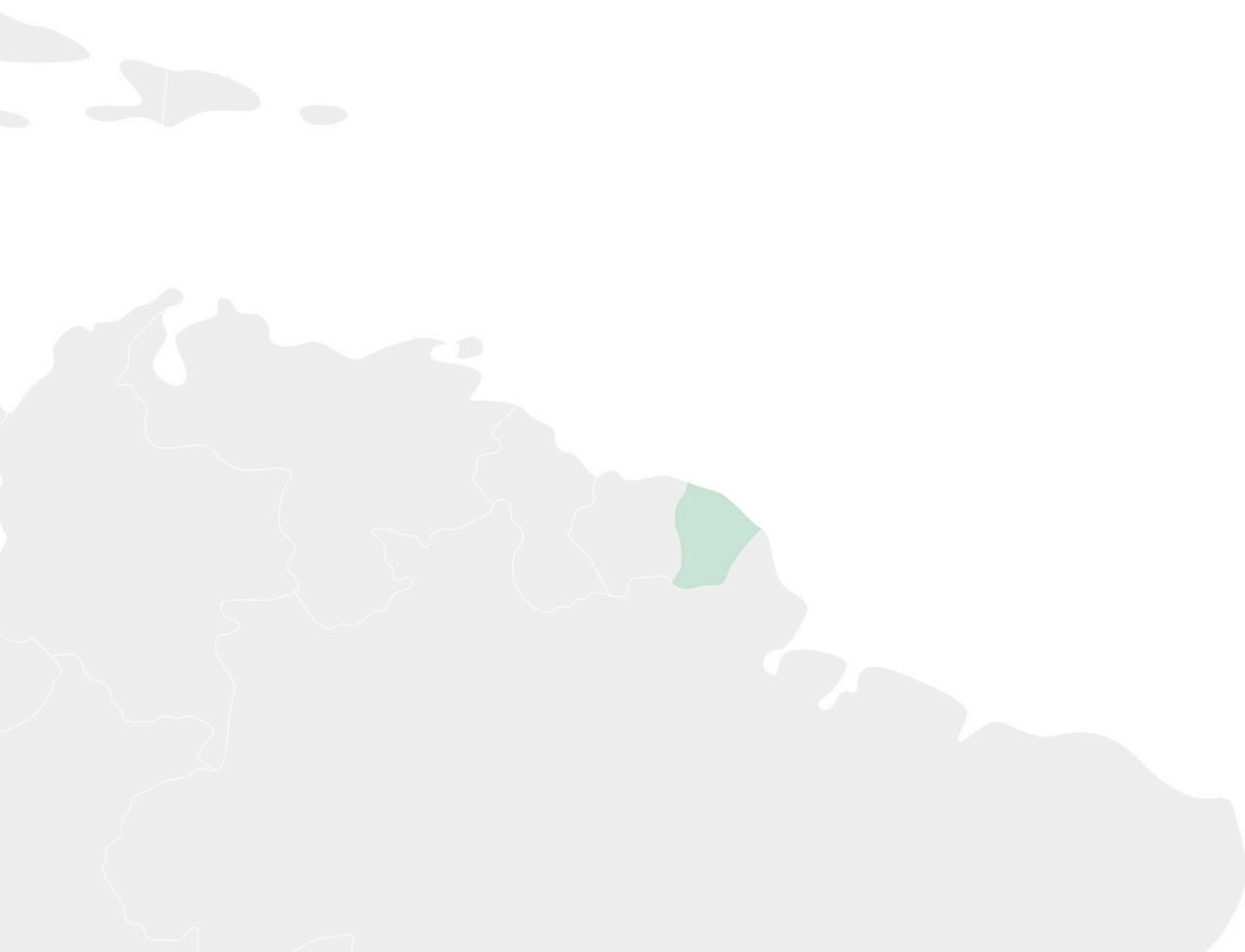


RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018



SOMMAIRE

Missions et cadre d'intervention du CRPV Guyane	5
Pôle réseau et qualification	13
Politique de la ville	14
Santé	18
Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie	25
Pôle innovation sociale	31
Jeunesse	32
Médiation	39
Participation des habitants	45
Activités administratives et financières	51
Annexes	59



**Missions
et cadre
d'intervention
du CRPV Guyane**



Cadre d'intervention

Actuellement implantés dans la plupart des Régions, les centres de ressources de la politique de la ville assurent un rôle d'accompagnement, de qualification et d'animation de la réflexion collective auprès des acteurs et des professionnels et constituent un appui précieux à la mise en œuvre des politiques conduites par les pouvoirs publics.

Cette position est confortée par un cadre de référence national qui fixe les missions des centres de ressources, ainsi que leurs rapports avec l'Etat. Ce cadre de référence a été révisé et rendu public en début d'année 2017.

Ce nouveau cadre de référence vise à adapter les centres de ressources à la réforme de la politique de la ville et aux mutations institutionnelles en cours. Il est accompagné d'une charte signée par les grandes associations nationales d'élus.

Champs d'action et thématiques

Le Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane (CRPV Guyane) s'adresse à l'ensemble de la communauté d'acteurs mobilisés dans le cadre des contrats de ville de Guyane :

- Les élus et les professionnels de la politique de la ville dans les collectivités territoriales et les services de l'Etat
- L'ensemble des acteurs des politiques publiques de droit commun au sein des collectivités et de l'Etat
- Les organismes qui participent à la politique de la ville (Pôle emploi, Agences Régionales de santé, organismes HLM, CAF, Caisse des dépôts, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers et de l'artisanat, acteurs économiques...),
- Les réseaux associatifs et les habitants porteurs d'actions collectives.

- **Les thématiques**

Le CRPV Guyane traite plusieurs thématiques afférentes à la politique de la ville. Au-delà d'une approche transversale de la politique de la ville, les programmations du centre visent les questions de jeunesse, de santé, de prévention de la délinquance, de médiation sociale, de participation des habitants, de renouvellement urbain et d'habitat, d'accès au droit et de lutte contre les discriminations et les questions relatives à l'intégration.

Des thématiques encore non traitées tel que le développement économique intégreront progressivement les programmes de travail.

Objectifs et missions

Le Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane est un outil au service des professionnels et qui s'appuie sur les modes d'intervention suivants :

- **Qualifier, faciliter la mise en réseau et organiser des échanges de pratiques**

Le CRPV Guyane a pour objectif de développer des programmes de qualification en direction des différentes catégories d'acteurs. A ce titre le CRPV Guyane est notamment conventionné avec le Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale pour le développement d'une offre de formation dédiée aux professionnels du champ politique de la ville.

Par ailleurs, le CRPV Guyane a pour objectif de développer et d'animer la rencontre des différentes catégories d'acteurs afin de favoriser les échanges de connaissances, d'expériences et de pratiques :

- Organiser des journées de rencontres et d'échanges, des séminaires et tables rondes
- Favoriser le croisement des réseaux existants et décloisonner les cultures institutionnelles et professionnelles

- **Capitaliser et mettre à disposition les ressources**

Le CRPV Guyane identifie et recense des expériences, des documents, des personnes et organismes pour répondre, voire anticiper, les demandes des acteurs ou les orienter vers d'autres sources susceptibles de leur apporter une réponse appropriée.

Ainsi, il assure :

- Une veille informative sur l'actualité locale et nationale, alimentée notamment par le réseau national des centres de ressources politique de la ville
- La constitution et la gestion d'un fonds documentaire sélectif,
- La capitalisation des expériences locales,
- La diffusion de l'information.

- **Accompagner les acteurs, engager des expérimentations et produire une connaissance locale**

Le CRPV Guyane est sollicité pour accompagner les acteurs des différents champs de la politique de la ville. Les formes d'accompagnement proposées peuvent être collectives ou individuelles, multi-sites ou mono-sites. Les accompagnements peuvent relever d'appuis méthodologiques ponctuels ou relever de démarches qui s'inscrivent dans la durée.

Par ailleurs, le centre de ressources est mobilisé pour la production d'une connaissance locale. Il s'agit d'états des lieux, de diagnostics, d'enquêtes fortement connectés aux enjeux de la politique de la ville et qui visent à alimenter les stratégies

locales. Les projets suivants illustrent les projets en cours d'élaboration portés par le CRPV Guyane.

L'accompagnement à l'élaboration des projets de territoire, au contrat de ville et la préfiguration de dispositifs intégrés (Conseils citoyens, dispositif de suivi/évaluation des contrats de ville).

L'accompagnement à l'élaboration des contrats locaux de santé et d'un conseil local de santé mentale.

La Démarche Jeunesse et la production d'une série d'enquêtes et de travaux sur les jeunes.

Les états des lieux et études sur l'accès au droit et la lutte contre les discriminations, sur les questions d'intégration.

L'appui dédié à une commune entrante.

La mise en œuvre de préfiguration et d'expérimentations de médiation intercommunale et scolaire.

Formes d'action

- Réseaux, qualification et accompagnement

Les réseaux d'acteurs : avec l'animation de réseaux d'acteurs (chefs de projet, directeurs de projet du renouvellement urbain, acteurs des politiques jeunesse, coordonnateurs des ateliers santé ville, acteurs des politiques d'intégration, élus politique de la ville...),

Les itinéraires de formation et cycles de qualification : ils visent à qualifier et à faire monter en compétence le système d'acteurs concernés par la politique de la ville. Ces actions de formation permettent également l'élaboration de démarches collectives afin de produire une réflexion, des analyses et des méthodes d'intervention autour d'une thématique.

Les journées thématiques : conçues sous forme de séminaires, avec l'intervention d'experts / sociologues, les journées thématiques sont ouvertes à tous et laissent une large place aux débats avec les participants. Les sujets abordés sont multiples : les projets de rénovation urbaine, la politique de cohésion européenne, le vieillissement des populations immigrées, la lutte contre les discriminations...

Les accompagnements : Avec l'appui méthodologique du CRPV Guyane et si nécessaire d'un expert sur un sujet précis, les différentes formes d'accompagnement permettent d'appuyer les professionnels dans l'exercice de leurs missions et dans les différentes démarches stratégiques dans lesquelles ils sont inscrits (contractualisation, expérimentations, diagnostic, évaluation, présentation...).

- **Des outils d'information et de communication**

Les documents à visée professionnelle : il s'agit de documents tels que des notes, supports de présentation, extractions statistiques, comptes rendus...

Les publications : produites à partir des rencontres (synthèse des cycles de qualification / actes des journées thématiques) et partir des différents travaux d'études et d'enquêtes, elles ont la fonction de développer la connaissance pour l'ensemble des acteurs, d'alimenter les stratégies locales. Les publications ont également une fonction de capitalisation des différentes interventions au titre de la politique de la ville en Guyane.

Les fiches expériences : synthèse de projets mis en œuvre dans les quartiers, elles donnent une visibilité aux actions innovantes, concernant notamment les programmes de réussite éducative, les Ateliers Santé Ville, le développement économique urbain...

Nos partenaires

Le partenariat avec le centre de ressources repose sur des collaborations de nature contractuelle qui alimentent la réflexion et la connaissance des enjeux du développement sociale et urbain et participent à la mise en œuvre de la politique de la ville.

Le panorama partenarial présenté ci-dessous illustre la densité et l'étendue des relations que le centre a développé avec les institutions en charge de la politique de la ville et leurs partenaires.

L'ÉTAT

- **L'Etat central**

- **Le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)**

Issu de la fusion de l'Acisé, du SGCIV et de la DATAR, le CGET, et notamment sa direction ville, est l'administration centrale en charge de la politique de la ville et des crédits. Le CGET anime le réseau des centres de ressources de la politique de la ville et les finance à travers une dotation annuelle. Par ailleurs, le CGET sollicite régulièrement le centre pour participer à des groupes de travail spécifiques.

➤ **La Direction Générale des Outre-mer (DGOM)**

Administration centrale auprès du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Outre-mer, la DGOM est dédiée aux départements et territoires d'Outre-mer. La DGOM soutient le CRPV Guyane sur différents projets (Démarche Jeunesse, Conseil Local de Santé Mentale de Cayenne, habitat).

➤ **La Direction de l'Accueil, de l'Accompagnement des Etrangers et de la Nationalité (DAAEN)**

Administration centrale du Ministère de l'Intérieur, la DAAEN prépare et met en œuvre les politiques d'entrée et de séjour des ressortissants étrangers. Depuis 2013 le centre collabore avec la DAAEN dans le cadre de travaux sur le droit des étrangers et l'intégration.

• **L'Etat local**

➤ **La Préfecture de Guyane**

L'État local est le partenaire incontournable des centres de ressources de la politique de la ville. Un représentant du corps préfectoral est le partenaire privilégié du centre pour la définition et la conduite de travaux spécifiques sur les contrats de ville. En Guyane, le Secrétaire Général Adjoint est l'interlocuteur dédié à la politique de la ville.

Certains sujets nécessitent des collaborations ponctuelles avec Le Secrétaire Général Aux Affaires Régionales (Europe, Pacte d'Avenir, Emploi, Illettrisme), le Directeur de cabinet du Préfet (sécurité et prévention de la délinquance) et leurs services respectifs.

➤ **Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD)**

Le FIPD permet la mise en œuvre des orientations prioritaires de la stratégie nationale de prévention de la délinquance adoptée. Ces crédits alimentent les travaux du centre et notamment les expérimentations de médiation sociale et scolaire, ainsi que l'animation du réseau des professionnels et sa qualification.

➤ **Mission Interministériel de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)**

La MILDECA coordonne les politiques publiques interministérielles en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies. La MILDECA soutient le centre dans ses travaux d'accompagnement à l'élaboration du Conseil Local de Santé Mentale, ainsi que l'animation du réseau des professionnels et sa qualification.

- **Les services d'État déconcentrés**

- **La Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DJSCS)**

Direction en charge de l'instruction et du suivi des crédits de la politique de la ville. La DJSCS est l'interlocuteur privilégié du centre pour l'instruction des projets politique de la ville et des projets relatifs au PRIPI.

- **La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL)**

Direction en charge du volet urbain de la politique de la ville et notamment du suivi local des programmes de renouvellement urbain. La DEAL a soutenu l'itinéraire de formation dédié aux professionnels du volet urbain et participe régulièrement à nos travaux.

LES AGENCES & ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

- **L'Agence Régionale de Santé de Guyane (ARS)**

Autorité régionale de santé, l'ARS élabore et met en œuvre un schéma régional de santé qui entre en résonance avec le volet santé de la politique de la ville et ses dispositifs (ASV et CLS). Le centre est conventionné pour l'animation et la qualification des réseaux professionnels et l'accompagnement aux démarches locales de santé (CLS).

- **L'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU)**

Placée sous la tutelle du CGET, l'ANRU assure le financement et la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain. Une convention avec le CNFPT et le CRPV Guyane permet le déploiement d'une offre de qualification inter régionale en direction des professionnels du volet urbain.

- **La Caisse des dépôts et consignations (CDC)**

La CDC est un partenaire historique du centre et a contribué à sa préfiguration avec le Ministère de la ville en 2012. La Caisse soutient les travaux du centre en matière de développement économique et de renouvellement urbain.

- **Le Parc Amazonien de Guyane (PAG)**

Le Parc national préserve et valorise le patrimoine naturel et culturel qu'il abrite et accompagne les communautés dans un développement durable. Le PAG soutient la Démarche Jeunesse et ses différents travaux.

➤ **Le Rectorat**

Le partenariat avec l'éducation nationale s'est principalement exprimé à travers un appui à l'élaboration de la plateforme de lutte contre le décrochage scolaire, puis sa mise en œuvre à travers un accompagnement à formalisation des outils. Une expérimentation de médiation scolaire est aujourd'hui l'occasion d'une collaboration renforcée avec des collègues, le Rectorat et le Groupement D'intérêt Public pour la Formation et l'Insertion Professionnelle (GIP-FCIP).

➤ **Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)**

La délégation Guyane du CNFPT est partenaire du centre sur le programme de qualification local et inter régional. Cette collaboration participe au développement d'une offre de formation politique de la ville adaptée au contexte territorial et à ses enjeux en matière de développement social et urbain.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

➤ **La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)**

La Collectivité Territoriale de Guyane soutient la programmation du centre depuis sa création. Également, la CTG est le chef de file de la Démarche Jeunesse et apporte un soutien structurel à ce programme. Par ailleurs, la CTG soutient le programme de qualification des professionnels du renouvellement urbain.

➤ **Les communes**

Les communes de la politique de la ville soutiennent la programmation générale du centre et le sollicitent sur des sujets spécifiques. Les professionnels des communes constituent des publics naturels et privilégiés.

➤ **La Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL)**

La CACL est partenaire du centre depuis 2014 et sa compétence politique de la ville a participé à l'intensification des collaborations. Une convention triennale apporte un soutien structurel à la programmation du centre et à encourage le déploiement de dispositifs à l'échelle intercommunale.



Le site internet www.crpv-guyane.org

Pôle réseau et qualification



POLITIQUE DE LA VILLE

Approche transversale

Éléments de contexte

L'année 2018 est marquée par la volonté présidentielle d'engager une mobilisation nationale pour les habitants des quartiers. Le discours du 14 novembre 2017 à Roubaix engage cette mobilisation et se traduit par la remise du rapport Borloo le 26 avril 2018 et des cahiers de la co construction par le CNV le 17 mai 2018. Le Président de la République achève cette démarche le 22 mai en annonçant les grandes lignes de la future feuille de route. Des engagements gouvernementaux, le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE) et le Pacte de Dijon constituent le triptyque pour le renforcement de l'action sur les quartiers de la politique de la ville. La sécurité, la mixité sociale, le logement et le cadre de vie, la solidarité, la mobilité, l'éducation et la petite enfance, l'emploi et l'insertion professionnelle, la prévention des discriminations, de la radicalisation, la solidarité territoriale à travers la DSU, le soutien aux acteurs de terrain, l'égalité femmes-hommes...

Le catalogage des politiques publiques souligne la volonté de mobiliser l'ensemble du droit commun sur les quartiers. Pour illustrer nous pouvons noter les cités éducatives qui tendent à renforcer la méthodologie de travail en coordonnant davantage le réseau d'acteurs de l'éducation et en concentrant les moyens. Le PAQTE qui vise à mobiliser le monde économique pour agir dans les quartiers auprès de l'Etat et des collectivités.

Le prolongement des contrats de ville jusqu'en 2022 initie leur refondation et la déclinaison de 40 mesures identifiées dans le cadre de cette mobilisation.

Les projets

Les principaux projets relatifs à la Politique de la ville :

- **Animation du réseau des chefs de projet**

L'approche transversale de la politique de la ville s'appuie sur les fonctions stratégiques qui peuvent être développées pour alimenter le pilotage de la politique de la ville et son expression à travers le contrat de ville. L'objectivation des territoires et de l'impact de l'action du contrat de ville à travers l'observation et l'évaluation, les dynamiques de

participation pour garantir que les habitants demeurent la finalité des actions entreprises dans le cadre du contrat de ville, l'implication individuelle ou collective des professionnels dans des projets communs comme des expérimentations constituent des enjeux majeurs pour une approche transversale du contrat de ville. L'organisation intrinsèque, voire historique de la politique de la ville, tend à cloisonner les interventions et rend parfois difficile une vision globale de l'action du contrat de ville et de ses effets sur les quartiers. Les piliers, les volets et dispositifs tendent à fléchir des méthodes et des moyens sur des thématiques précises qui concourent à une intervention en silo qui peine à faire dialoguer les thématiques entre elles.

L'animation du réseau des chefs de projet, notamment à travers les questions d'observation et d'évaluation, doit concourir au décroisement ainsi qu'à une approche globale du contrat de ville. En Guyane le volume réduit des chefs de projet et leur dissémination sur le territoire rendent parfois difficile leur regroupement. L'animation prend donc souvent le format de réunions bilatérales et d'appui sur des sujets spécifiques, de réponses à des sollicitations sur des sujets propres au contrat.

Par ailleurs l'animation du réseau des chefs de projet s'inscrit également dans le cadre des accompagnements spécifiques que nous déployons sur les territoires, ainsi que dans le cadre des expérimentations que nous portons et qui réunissent l'intégralité des chefs de projets et de leurs partenaires. Les relations et collaborations sont donc quotidiennes et utiles à la bonne contextualisation des projets et des enjeux du contrat. Le centre effectue ainsi une fonction ressource au fil de l'eau qui s'appuie sur un format collectif et individuel.

- **Étude sur l'observation de l'évolution des quartiers de la politique de la ville en Guyane**

Le CRPV Guyane a porté un Observatoire Local des Territoires de 2007 à 2010 et a produit différents documents et atlas utiles à la bonne connaissance des quartiers et au pilotage des Contrats Urbains de Cohésion Sociale puis des Contrats de Ville. Le manque de moyens dédiés a fortement réduit la capacité d'observation et de cartographie du centre de ressources. Par ailleurs des travaux d'observation et d'études très conséquents (Démarche Jeunesse) ont fortement mobilisé le centre et ont permis de catégoriser la massification des jeunes dans les quartiers prioritaires de Guyane (voir publication Diversité des jeunes adultes en Guyane, rapport ONZUS 2013).

Également le CRPV a interpellé le Comité des études statistiques de l'Etat sur la nécessité d'engager des travaux d'observation des quartiers prioritaires. Rappelons que ces derniers concentrent une proportion très importante de la population totale de Guyane. Observer les quartiers prioritaires produit ainsi une connaissance utile et structurelle de la population totale.

La validation des travaux a permis d'engager un partenariat contractualisé entre la Préfecture, L'INSEE et le CRPV Guyane et une collaboration avec la CACL qui porte le dispositif de suivi évaluation des contrats de ville et qui souhaite préfigurer une fonction d'observation.

L'étude vise à mesurer l'évolution des quartiers Politique de la ville, par rapport aux quatre volets qui ont présidé à leur définition en 2014.

- Démographie,
- Cohésion sociale,
- Cadre de vie et renouvellement urbain,
- Emploi et développement économique.

Elle analysera en particulier l'évolution de la situation de ces quartiers et dressera un portrait comparatif des évolutions, afin d'orienter les actions pour réduire les écarts de conditions de vie observés. La finesse d'analyse sera au quartier lorsque les données le permettront, sinon à l'IRIS.

Ces travaux d'observation sont à l'épreuve de la disponibilité des données à l'échelle des quartiers (la géolocalisation des données en Guyane est encore fragile), et de leur robustesse. Ces travaux présentent ainsi un double intérêt, d'une part combler une carence d'observation et d'autre part fixer une méthodologie pérenne et fiable. L'identification de données mobilisables dans le temps permettra la constitution d'une fonction d'observation, voire d'un observatoire.

- **Comité des études statistiques de l'État et Réseau des correspondants privilégiés de l'INSEE**

Ce comité se réunit deux fois par an pour passer en revue les besoins d'études à engager par l'INSEE et de proposer une priorisation et une programmation. C'est dans ce cadre que le CRPV a pu plaider l'importance d'engager une étude sur les quartiers de la politique de la ville.

Le réseau des correspondants privilégiés de l'INSEE en Guyane a été créé au premier semestre 2016 et s'est réuni pour la première fois en juillet 2016. Composé de représentants des principaux acteurs publics en Guyane, ce réseau technique a pour objectif d'échanger autour de l'information statistique disponible en Guyane, qu'elle émane de l'Insee ou de chacun des correspondants : échanges autour des sources statistiques, des méthodes, de thématiques. Il permet donc d'homogénéiser la « culture statistique » en Guyane et accessoirement de recueillir les besoins en information statistique de chaque organisme.

- **Conseil National des Villes**

Le directeur a été nommé en 2015 pour un premier mandat de trois et renouvelé en 2018 au titre du collège des acteurs économiques et sociaux pour représenter les centres de ressources de la politique de la ville au Conseil National des Villes. Cette instance est saisie par le Ministre de la cohésion des territoires pour formuler des avis spécifiques. En 2018, le CNV a produit des avis sur :

- La place des jeunes filles et des femmes dans les espaces publics des quartiers prioritaires et les « laisser pour compte » du passage au tout numérique. Le CNV a également été mobilisé sur l'avant-projet de loi ELAN.

L'année 2018 a été marquée par la mobilisation générale en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville auquel le CNV a largement participé à travers notamment « les Cahiers de la co-construction » remis au Ministre au mois de juillet 2018.

Les productions

Les différentes productions relèvent d'une note méthodologique pour l'élaboration d'un dispositif d'observation, des documents à visée professionnelle dans le cadre des accompagnements au fil de l'eau ou sur les projets spécifiques portés par les communes.

Les perspectives

L'approche transversale de la politique de la ville demeure une thématique portée par le centre de ressources de la politique de la ville et nécessite une double inscription dans le cadre de sa programmation. D'une part une animation des chefs de projet à travers certains accompagnements spécifiques qui mobilisent les chefs de projet et d'autre part un accompagnement dédié à un outil de pilotage de la politique de la ville. Il peut s'agir d'évaluation, d'observation et d'accompagnement spécifiques à l'échelle globale du contrat de ville.

Le centre a été pleinement mobilisé dans le cadre des projets de territoire et diagnostics utiles à l'élaboration des contrats de ville, puis sollicité pour accompagner l'élaboration de certains volets du contrat de ville avant leur signature en 2015. Les travaux d'évaluation (formation et outils) se sont prolongés jusqu'en 2017-2018 afin de finaliser les outils et d'appuyer l'achèvement du dispositif de suivi/évaluation de la CACL.

Désormais, les objets transversaux de la politique de la ville en Guyane et qui sont susceptibles de s'inscrire dans la programmation du CRPV relèvent de l'observation, de l'échelle de la gouvernance des contrats de ville et de la participation citoyenne.

L'opportunité de travailler sur les questions d'observation après la publication de l'étude sur l'évolution de quartiers permettrait d'alimenter l'évaluation et d'engager une objectivation continue des quartiers prioritaires. Le portage communal des contrats de ville en Guyane et spécifique dans le contexte de la CACL est à interroger à l'aune de la fin des contrats de ville en 2022. L'emboîtement des compétences et des échelles territoriales, l'approche globale et la nécessité d'une intervention de proximité. Ces enjeux feront l'objet de travaux permettant de dessiner des scénarii de portage à l'horizon 2022.

Par ailleurs, le renforcement des moyens du centre sur les questions de démarches participatives et notamment à travers un dispositif d'appui et de formation des conseils citoyens permet d'envisager une animation transversale du contrat de ville à travers l'accompagnement d'une instance de participation citoyenne dans les différentes étapes et volets du contrat de ville.

SANTÉ

Éléments de contexte

En Guyane, les questions de santé sont plus que jamais au cœur des préoccupations locales. Les questions d'accès aux soins, de santé environnementale, de conduites à risques/ addictives, de santé mentale, entre autres, constituent quelques problématiques observables sur le territoire, et de manière assez récurrente au sein des quartiers prioritaires.

Depuis plusieurs années maintenant, le CRPV déploie des missions d'animation, de qualification et d'accompagnement des acteurs, contribuant ainsi au développement et à la mise en œuvre des politiques de santé au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires. Une ligne d'actions possible grâce au concours de l'ARS, matérialisée par la signature d'une convention partenariale avec le centre. Rappelons que le volet santé est inscrit au pilier Cohésion Sociale des Contrats de Ville.

Dans ce cadre, le CRPV a par ailleurs été à l'initiative de l'animation du réseau local des professionnels ASV, puis des CLS, dans un souci de diffusion des pratiques, et d'inscription durables des animateurs de ces dispositifs dans les dynamiques de développement des villes.

Le centre a également accompagné les communes de Matoury (2012), de Cayenne (2014) de Rémire-Montjoly et de Macouria (2016) pour la réalisation de leurs Contrat Locaux de Santé. En 2018, trois communes ont été plus spécifiquement accompagnées dans des phases clés de leurs démarches santé :

- Cayenne pour l'évaluation de son contrat local de santé,
- Macouria pour la première animation de son CLS,
- Saint-Laurent du Maroni sur la préfiguration de son projet de santé territorial.

Très actif sur les questions de santé mentale depuis 2014, les travaux du CRPV ont permis d'accompagner l'ARS et la CACL pour la réalisation du dossier « Vers un conseil intercommunal de santé mentale, état des lieux et perspectives » en 2017. Ce dossier a permis d'appréhender les différentes phases nécessaires à la mise en œuvre d'un CISM. En 2018, cela s'est concrétisé par la mise en place d'un CISM, porté par la CACL et le recrutement en octobre d'une coordinatrice dédiée pour l'animation de ce dispositif. L'année 2018 a été marquée, par une vacance du poste de chargé de mission santé au sein du CRPV de janvier à juin 2018, aussi en dehors des actions d'animation de réseau

qui ont été assurée tout au long de l'année, les missions confiées d'accompagnement et de capitalisation ont été menées entre juillet et décembre 2018.

Les projets

- **Animation et qualification du réseau de professionnels mobilisés par le volet santé des contrats de ville (ASV, CLS, et partenaires)**
- Réunions de réseau des coordonnateurs CLS/services politiques de la Ville

Compte tenu de l'effectif des chargés de mission santé dans les services politiques de la ville, une seule réunion de réseau a pu être réalisée en décembre 2018.

Cette réunion coanimée avec l'ARS, a permis de travailler collectivement sur les thématiques suivantes :

Comment faciliter les interventions sur la thématique santé environnement

Gouvernance des CLS et fonction de coordination : quel positionnement du chargé de mission santé

Recensement des pistes d'action du réseau pour 2019

- **Participation à la vie du réseau santé en Guyane :**

Participations récurrentes aux réunions de partenaires santé publique du territoire pour permettre inscription des CLS dans une dynamique de coopération locale transversale, notamment : Comités de veille sanitaire (Médecin du monde – ARS), comités techniques du CISM et groupe de travail CACL portant sur la création du référentiel d'évaluation des contrats de ville (CACL).

Participation à des événements permettant d'assurer le développement du réseau santé du CRPV : JAGA, colloque Grossesses précoces, workshop regards croisés sur la santé en Guyane.

- **Capitalisation et diffusion**
- **Note d'analyse des dynamiques territoriales de santé en Guyane :**

Au cours du deuxième semestre 2018, le CRPV a travaillé sur un outil de synthèse des données disponibles sur les différentes démarches de santé menée sur les quartiers prioritaires de la ville en Guyane. Ce premier travail préparatoire a pour finalité la réalisation d'une évaluation des dynamiques territoriales de santé en Guyane.

Ce travail d'analyse sera finalisé en 2019 et donnera lieu à une publication du CRPV.

- **Mise à jour du tableau de bord synthétique « les jeunes adultes en Guyane : un état des lieux » en partenariat avec l'INSEE.**

Dans le cadre de la mise à jour du tableau de bord « les jeunes adultes en Guyane : un état des lieux », publié une première fois en 2015, il a été décidé de **réaliser un focus sur**

la santé des jeunes en Guyane (accès aux soins, non recours et états de santé). Pour cela, le CRPV s'est chargé de :

- La réalisation d'une bibliographie et recherche des bases de données disponibles
- Le traitement des données
- La création et l'animation d'un groupe de travail pour choisir les indicateurs santé intégrés à la publication et récupérer les données manquantes.

Cette démarche sera finalisée en 2019 et donnera lieu à une publication en partenariat avec l'INSEE.

- **Appui méthodologique et accompagnement des démarches santé au titre des contrats de ville dans les communes qui disposent d'un CLS et ou / ASV**

➤ **Accompagnement du Contrat Local de Santé de Macouria**



Suite à la signature du CLS de Macouria en décembre 2017, une chargée de mission santé a été recrutée en mars 2018, pour animer les instances du CLS et assurer la coordination des actions de santé sur la commune.

Douze demi-journées d'accompagnement ont été réalisées principalement à Macouria entre juillet et décembre 2018

Un contact permanent pour le suivi et le conseil en fonction de l'avancée des projets et les questions spécifiques de Mme Bakoua.

➔ Les thématiques d'accompagnement :

Construction de la stratégie de mise en œuvre du CLS :

- Mise en réseau avec les acteurs,
- Fonctionnement de la gouvernance du CLS
- Inscription des actions existantes dans la démarche CLS, priorisation des actions
- Définition d'une feuille de route (en fonction des missions, des objectifs fixés aux CLS et des temps forts institutionnels)

Mise en place des instances du CLS :

- **Préparation des 5 comités techniques d'octobre 2018 (identification des acteurs, mise en réseau, support et trame d'animation, soutien prise de note et animation des COTECH, mise en forme des CR, préparation du plan d'action 2019 à partir des CR)**

- Préparation des supports de recueil de données et de communication pour les partenaires

Approfondissement des enjeux, du fonctionnement du système de santé et de la stratégie de santé publique notamment sur les thématiques santé mentale, addictions et structuration de l'offre de soins de premier recours.

Traçabilité et suivi de l'activité d'animation territoriale.

➤ **Accompagnement du Contrat Local de Santé de Cayenne**

A la demande du chargé de mission santé de la ville de Cayenne, le CRPV a travaillé sur la démarche d'évaluation du Contrat Local de Santé de Cayenne en proposant dans un premier temps un projet d'évaluation piloté par le CRPV puis dans un deuxième temps en accompagnant **la rédaction du cahier des charges d'évaluation**, puisque la commune a préféré externalisée cette démarche d'évaluation.

➤ **Remobilisation de la commune de Rémire-Montjoly sur les enjeux de santé sur ses quartiers politique de la ville**

Les travaux initiés en 2016, pour rédiger, avec le service DSU, le Contrat Local de Santé de la commune de Rémire-Montjoly, n'ont pas permis d'aboutir à la signature du CLS malgré la finalisation du diagnostic territorial, et la définition d'une stratégie d'intervention, déclinée en fiche action.

Un accompagnement à la commune a été proposé pour remobiliser les services de la commune et les élus sur les enjeux de santé des quartiers politiques de la ville de Rémire-Montjoly et identifier les freins et éventuels leviers qui permettraient de finaliser cette démarche.

➤ **Accompagnement de Saint-Laurent du Maroni dans la mobilisation des acteurs en vue de la préfiguration d'un contrat local de santé**

En juillet 2018, la commune de Saint-Laurent du Maroni, a sollicité le CRPV pour accompagnement à la mobilisation des acteurs institutionnels en vue de la mise en place d'un Contrat Local de Santé sur la commune.

Aussi tout au long du deuxième semestre 2018, le CRPV a accompagné le service développement social urbain de la ville dans la préfiguration de ce projet. Plus particulièrement, le CRPV a contribué à :

- La mobilisation des services et élus de la commune sur les enjeux de santé du territoire
- La collecte des éléments de diagnostic existants et d'historique des démarches de coordination dans le champ de la santé sur le territoire depuis 2006
- La présentant la démarche d'un Contrat Local de Santé à l'ensemble du conseil municipal
- L'accompagnement de la commune dans la formalisation de sa démarche pour mobiliser l'ARS et la sous-préfecture

Les productions

Dans le cadre des différentes formes d'accompagnements, le CRPV a rédigé un certain nombre de documents à visée opérationnelle tels que :

- Une note d'opportunité sur les modalités de mise en œuvre d'un contrat local de Santé à Saint Laurent du Maroni par le CRPV.
- Une note d'opportunité envisageant une démarche d'évaluation du CLS de Cayenne portée par le CRPV
- Une boîte à outils gestion de projets à destination des chargés de mission animant les CLS :
 - Supports de présentation des CLS (diaporamas et cartes mentales)
 - Tableaux de suivi d'activités
 - Rétroplanning
 - Trames d'animation de groupe de travail
 - Modèles de courriers
 - Modèles de compte rendu (réunions, entretien)
 - Guide d'entretiens partenaires
 - Cartographies thématiques

Les perspectives

Toujours dans le cadre contractuel avec l'ARS Guyane, le CRPV envisage de poursuivre ses actions sur la thématique de la santé autour de deux axes fondamentaux :

- Appuyer les dispositifs de santé déployés dans le cadre de la politique de la ville
- Développer une stratégie territoriale de santé à Saint-Laurent du Maroni
- Appuyer les dispositifs de santé déployés dans le cadre de la politique de la ville

Plus particulièrement concernant l'axe un, les objectifs sont les suivants pour chacun des axes de la convention triennale avec l'Agence Régionale de Santé :

- Animation et qualification d'un réseau de professionnels du domaine de la santé

Il s'agira de renforcer l'animation du réseau CLS/AVS, en privilégiant des réunions plus régulières. Cela sera possible, dans la mesure où le nombre de chargés de mission santé au sein des services politiques de la ville s'est étoffé en 2018, notamment sur l'île de Cayenne.

Les thématiques phares de ses réunions de réseaux s'articuleront autour de plusieurs thématiques :

- la posture de coordinateur territorial de santé
- l'inscription des CLS dans les stratégies régionales comme relais territorial incontournable (notamment concernant le déploiement d'une politique régionale d'attractivité du territoire pour les professionnels de santé)
- la réflexion collective pour trouver des solutions aux difficultés communes identifiées par les chargés de mission dans la mise en œuvre de leurs CLS (santé environnement, gouvernance CLS, articulation CISM/ CLS...)

En parallèle, le CRPV continuera de participer aux événements et groupes de travail du territoire, pour assurer une veille et faciliter la création de lien entre les projets du territoire et les services politique de la ville.

➤ **Capitalisation et diffusion**

En 2019, le CRPV souhaite finaliser et publier les projets commencés en 2018 soit le tableau de bord jeunesse mis à jour, avec un focus santé ainsi que la note d'analyse des dynamiques territoriales de santé en Guyane.

Un document de capitalisation retraçant la démarche d'accompagnement du Contrat Local de Santé de Saint-Laurent du Maroni est également prévu, à la suite de la signature du contrat.

➤ **Appui méthodologique et accompagnement des démarches santé au titre des contrats de ville dans les communes qui disposent d'un CLS et ou / ASV**

Concernant l'accompagnement méthodologique individuel des communes dans leurs projets de santé, le CRPV continuera de répondre aux sollicitations des communes et définira un plan d'accompagnement (ponctuel ou régulier) en fonction des besoins de chaque commune.

Une attention particulière sera également portée aux communes de Kourou et de Rémire Montjoly, dans le cas où celles-ci souhaiteraient réfléchir à la mise en œuvre du volet santé de leurs contrats de ville.

- Développer une stratégie territoriale de santé à Saint-Laurent du Maroni



En 2019, le CRPV est chargé par la ville de Saint-Laurent du Maroni, en concertation avec l'ARS et la sous-préfecture d'accompagner la ville dans l'élaboration et la mise en œuvre de son contrat local de santé.

Cette mission s'étalera sur l'ensemble de l'année 2019, avec pour objectif une signature du contrat local de santé avant la fin de l'année. Cette mission consistera plus particulièrement à :

- Mobiliser les acteurs institutionnels et associatifs tout au long de la démarche
- Mettre à jour le diagnostic territorial de santé
- Co construire la stratégie territoriale de santé avec les acteurs locaux, et les habitants des quartiers prioritaires
- Accompagner la prise de poste du chargé de mission de santé de la ville

HABITAT, RENOUVELLEMENT URBAIN ET CADRE DE VIE



Éléments de contexte

La thématique du renouvellement urbain étant devenue particulièrement prégnante en Guyane, le centre de ressources politique de la ville de Guyane s'est doté d'une expertise dans ce domaine à partir de 2012. Cette année 2012 a donc été celle de la mise en place d'un réseau « Habitat, rénovation urbaine et cadre de vie ». Dès lors, l'objectif était d'assurer une fonction ressource et d'appui à l'ingénierie locale dans un contexte de turnover important des professionnels contribuant à une fuite de la mémoire.

Le centre a donc participé à partir de 2012 à la mise en place d'une gestion urbaine de proximité au sein de l'équipe du programme de renouvellement urbain de Cayenne. Le centre a ensuite mis en place à partir de 2014 un « projet d'ingénierie dédiée au volet urbain ». En partenariat avec des institutions comme la DEAL, le CNFPT, l'ANRU ou la région Guyane, le centre a travaillé à la mise en place de cycles de qualification élargis au niveau inter-régional (en proposant une offre ouverte aux partenaires antillais). Cela a notamment été l'occasion de proposer des formations longues aux acteurs de l'urbain dans des domaines variés tels que : les questions de santé dans le volet urbain de la politique de la ville, le développement économique ou le développement commercial. En parallèle de ces cycles de qualification importants, le CRPV a mis en place des journées de qualification sur des thématiques spécifiques auprès des acteurs locaux.

L'année 2018 est apparue comme une année de transition. En effet, l'action « habitat, renouvellement urbain et cadre de vie » n'a pu être animée par le CRPV que pendant 7 mois. Karen Valence, en charge de ces questions depuis 2012 au sein du centre a quitté ses fonctions au cours du mois d'août, tournant ainsi la page à un travail de six années d'accompagnement des acteurs et des politiques du renouvellement urbain.



Les projets

- **Poursuite du projet d'appui à l'ingénierie au volet urbain**

Partie importante de l'action du centre de ressource, l'accompagnement du centre vis-à-vis du réseau « habitat et renouvellement urbain s'est perpétuée au cours de l'année 2018 jusqu'au départ de la chef de projet habitat, renouvellement urbain et cadre de vie.

Une réunion de réseau a ainsi été organisée au cours du mois d'avril. Elle a rassemblé les acteurs des trois NPNRU en cours ; celui de Cayenne, Matoury et Saint Laurent du Maroni. Ce temps d'échange a été l'occasion pour différentes équipes de se rencontrer et de se connaître du fait du renouvellement de certaines équipes-projet NPNRU. Cela a permis de faire un point sur les différents programmes de renouvellement urbain pour faciliter les interactions, notamment entre la finalisation du premier PRU, le lancement des études des NPNRU et enfin l'appel à manifestation d'intérêt du Village Chinois retenu dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir.

Enfin, cette réunion a aussi permis de faire un bilan auprès des acteurs des actions de réseau qui ont été menées depuis 2012 afin de pouvoir préfigurer de nouvelles actions à mener dans le cadre du réseau « Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie ».

- **Préfiguration d'un projet d'intervention sociale dans les quartiers d'habitat spontané**

L'année 2018 a aussi été l'occasion de réajuster le projet de médiation sociale dans les quartiers d'habitat spontané, initialement pensé par le CRPV pour tenter d'apporter une réponse au manque, ou du moins à la faiblesse de l'intervention publique sur ces territoires. Elle prend notamment en compte les remarques récoltées auprès des acteurs clés des questions urbaines et sociales, et propose un nouveau projet expérimental au plus près des besoins des habitants.

Il est vrai qu'au regard de la complexité d'une intervention dans les quartiers d'habitat spontané, ce dispositif nous semblait plus pertinent en générant une intervention sociale plus holistique que la seule médiation sociale. Sans définir le mode d'intervention qui pourrait être déployé, le premier semestre 2018 a permis de faire un travail de **redéfinition du projet au regard des enjeux du territoire (notamment permettre de tenir compte de la croissance continue du phénomène spontané et de son articulation avec les programmes urbains tels que les NPNRU ou l'opération d'intérêt nationale).**

Plusieurs actions de présentation ont donc été menées en ce sens auprès des acteurs décisionnels et opérationnels du champ urbain. Le CRPV a ainsi rencontré la DEAL, la Préfecture par l'intermédiaire du secrétariat général adjoint et enfin l'EPFA Guyane en charge de la mise en place de l'OIN.

Les productions

- Support de présentation ISQHS DEAL 9 janvier 2018
- Support de présentation ISQHS Préfecture 21 mars 2018
- Support de présentation ISQHS EPFAG 4 juin 2018
- Note d'opportunité : Préfiguration d'une expérimentation pour le déploiement de l'intervention sociale dans les quartiers d'habitat spontanés, septembre 2018
- Contribution nationale NPNRU et participation des habitants pour le CGET



Les perspectives

Au vu des retours positifs des acteurs vis-à-vis d'un travail de réseau sur les questions de renouvellement urbain, les perspectives pour l'année 2019 consistent à relancer ce travail par le recrutement d'un nouveau chargé de mission Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie pour l'année 2019. Aussi, du fait de la prégnance des questions d'habitat spontané sur le territoire guyanais, le centre prévoit de continuer son travail de cadrage d'un dispositif innovant permettant une intervention sociale dans ces quartiers informels.

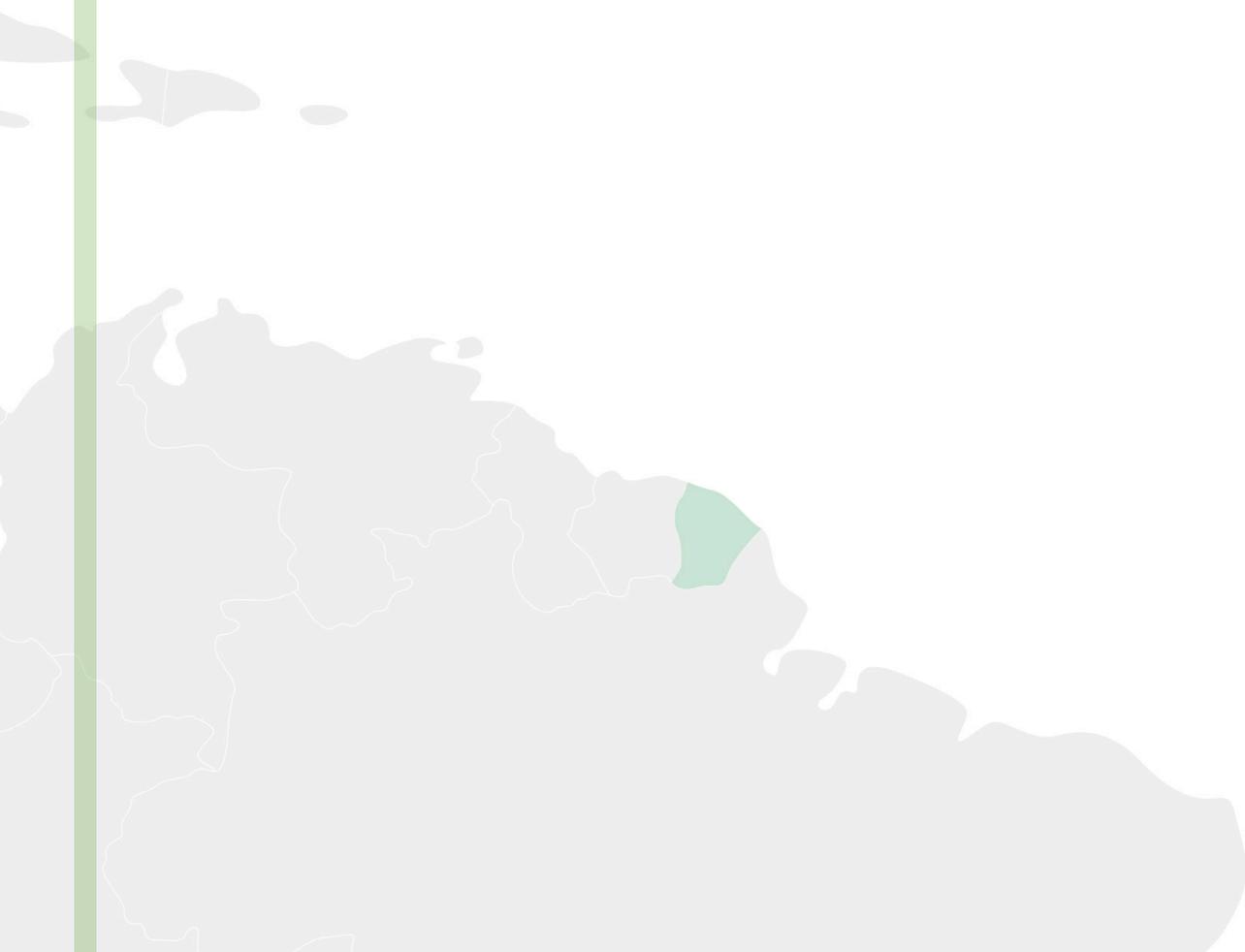
- **Poursuivre les actions du réseau des professionnels du renouvellement urbain et de l'habitat en opérant à une réévaluation des besoins des acteurs.**

Avec l'arrivée d'un nouveau chargé de mission, l'année 2019 permettra de lancer un travail de réévaluation des besoins des acteurs susceptibles d'intégrer le réseau « Habitat, renouvellement urbain et cadre de vie » du CRPV Guyane. L'éclosion de différentes formes de programmes urbains (tels qu'action cœur de ville ou l'opération d'intérêt national) nécessiteront une réidentification des interactions entre ces projets et ceux du renouvellement urbain. L'idée sera de pouvoir proposer des formats variés de rencontres réseau afin de permettre des échanges entre les acteurs du renouvellement urbain avec les autres acteurs de l'urbain ainsi que ceux travaillant les autres dimensions de la politique de la ville (cohésion sociale, santé, transport...). Ce rapprochement entre divers acteurs pourra notamment être favorisé par la mise en place d'un espace partagé permettant des échanges d'informations ou de documentation. Le CRPV sera attentif à mettre en place une tradition de co-construction des actions du réseau avec ses membres. Cette volonté entre en concordance avec l'objectif de proposer un « produit » réseau au service des acteurs du territoire.

- **Continuer le travail de préfiguration d'une expérimentation consistant à proposer un dispositif d'intervention sociale dans les quartiers d'habitat.**

Bien que les différentes présentations effectuées au cours du mois de janvier, mars et juin aient été plutôt bien accueillies par les acteurs locaux, peu de suites ont été données. Le CRPV a ainsi pris en compte certaines remarques des partenaires et prévoit d'affiner ce dossier pour mieux prendre en compte les besoins opérationnels du territoire. Compte tenu des évolutions réglementaires mises en place par la loi ELAN, il s'agira également d'adapter notre proposition d'expérimentation à la nouvelle réglementation décidée pour la Guyane concernant les quartiers « illicites ». L'année 2019 sera l'occasion de finaliser un dossier retravaillé grâce au renfort d'une cheffe de projet intervention sociale (pour développer un dispositif d'accompagnement social innovant) ainsi qu'un chargé de mission habitat (afin d'accompagner l'expertise sociale d'une connaissance des dispositifs et procédures régissant le champ de l'habitat).





Pôle innovation sociale



JEUNESSE

Éléments de contexte

Avec la mise en place d'un nouveau gouvernement suite aux élections présidentielles, de nouvelles orientations en matière de jeunesse ont été précisées progressivement au travers de stratégies et dispositifs : arrêté du 19 avril 2017 relatif à la labellisation des structures « Information Jeunesse », stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté de septembre 2018, instauration du Service Nationale Universel.

Dans un tel contexte national, la publication de l'ouvrage « Les jeunes guyanaises dans une société en mutation, une enquête statistique auprès des 16-25 ans », a permis de définitivement marquer le tournant opérationnel de la Démarche Jeunesse II. L'année 2018 s'est ainsi traduite par un appui à la structuration de la stratégie territoriale de jeunesse, l'animation de la gouvernance démarche jeunesse II ainsi que la préfiguration de nouveaux dispositifs jeunesse sur le territoire : accès aux loisirs et information jeunesse.

Les projets

- Publication et diffusion de l'ouvrage « Les jeunes guyanaises dans une société en mutation ».

Cet ouvrage est l'aboutissement d'une enquête statistique de grande ampleur sur : l'« Acquisition des attributs de l'âge adulte » des 16-25 ans réalisée en 2012.

Les résultats de cette étude, qui s'est appuyée sur une large mobilisation de partenaires locaux et nationaux, ont été présentés lors d'une conférence de presse le 31 mai 2018.



Cet événement organisé par la Collectivité Territoriale de Guyane a réuni une centaine de professionnels. Il fût l'occasion de réaffirmer la place de la CTG en tant que cheffe de file et d'annoncer la déclinaison opérationnelle de la Démarche Jeunesse.

- **Portraits de jeunes : communiquer sur les parcours de vie**

Résultant d'un travail de valorisation de l'enquête qualitative sur les trajectoires des jeunes réalisée en 2014 dans l'ensemble de la Guyane, le CRPV a élaboré 10 portraits de jeunes du territoire. Dans ces portraits les jeunes racontent leurs parcours vers l'âge adulte : le rôle de l'école, de la famille et des réseaux d'interconnaissance, l'insertion dans le monde professionnel et social.

6 premiers portraits focalisés sur les jeunes de l'intérieur ont été produits en 2017 dans le cadre d'un partenariat avec le Parc Amazonien de Guyane. La CTG a souhaité les valoriser sous forme de kakemonos et ces derniers ont été présentés lors du Séminaire technique sur les jeunesses de l'intérieur (cf. ci-dessous).



Au total, ce sont donc 10 portraits qui représentent la diversité des parcours des jeunesses guyanaises.

- **Séminaire technique sur les jeunesses de l'intérieur**



La Collectivité territoriale de Guyane a souhaité mobiliser les acteurs locaux institutionnels et associatifs, autour des problématiques rencontrées par les jeunes originaires des communes de Maripasoula et de Camopi. Le séminaire du 7 juin 2018, s'est organisé en trois temps :

- Rappel succinct des constats et préconisations issus des différents travaux sur les communes de l'intérieur.
- Cadrage institutionnel afin de mieux appréhender les compétences et interventions des services de l'État et des collectivités pouvant être mobilisées pour le mieux-être des jeunes de l'intérieur.
- Co-construction de projets opérationnels autour de trois fiches thématiques :
 - Information jeunesse et prévention des risques dans les communes de l'intérieur
 - Hébergement et mobilités des jeunes en formation sur le littoral
 - Médiation sociale pour les jeunes scolarisés sur le littoral

Cet événement a réuni plus 70 acteurs : professionnels de l'Etat, des collectivités et associations.

- **Accompagnement de la Collectivité territoriale de Guyane à la mise en place d'une commission transversale**

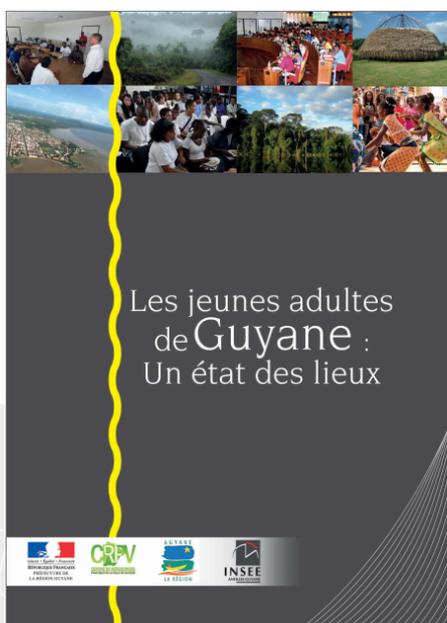
Dans le cadre de la structuration de la Direction jeunesse et vie associative de la CTG, le **CRPV a assuré la co animation d'un premier temps de rencontre des différents services de la collectivité**. Ce premier atelier s'inscrit dans l'appui à la réflexion sur l'agencement du service jeunesse, en tant que coproducteur d'une offre de services avec l'identification d'une organisation transversale permettant d'insuffler la politique jeunesse au sein des services.

- **Accompagnement à la préfiguration d'un dispositif d'accès aux loisirs, insertion professionnelle et engagement des jeunes.**

La CTG et la CACL ont souhaité se positionner sur l'expérimentation d'un dispositif d'accès aux loisirs sur le modèle du Contrat Partenaire Jeune (CPJ), lequel relève d'une politique d'action sociale à destination des jeunes et de leur famille, et repose sur le principe d'une contrepartie citoyenne.

La première réunion du groupe projet du 29 octobre 2018 a permis ainsi de présenter le dispositif. L'année 2018/2019 permettra de poser le cadre de la préfiguration (territoire, public cible, volume, modèle financier...) et de lancer l'expérimentation au dernier trimestre 2019.

- **Actualisation du tableau de bord synthétique des jeunes adultes de Guyane, un état des lieux**



À l'issue de la phase I de la *Démarche jeunesse*, un état des lieux des jeunes guyanaises a été produit sur la base d'une articulation des données quantitatives et qualitatives, dans le cadre d'un travail partenarial entre le CRPV et l'INSEE (en 2011). Un tableau de bord synthétique comportant 30 indicateurs statistiques de jeunesse, 7 thématiques et 2 focus thématiques a donc été publié en 2014.

L'INSEE et le CRPV ont initié en 2018 l'exploitation des données, le travail d'analyse et la production du focus thématique sur la santé des jeunes, pour l'élaboration d'un nouveau tableau de bord des jeunes adultes en Guyane.

L'actualisation du tableau de bord jeunesse vient ainsi nourrir la réflexion autour de l'observation des jeunes, tout comme l'articulation à conduire entre cette fonction et l'étude prochaine sur l'observation de l'évolution des quartiers « Politique de la ville » de Guyane (convention de partenariat INSEE Préfecture CRPV)

- **Rédaction d'une note de contextualisation : pauvreté et précarité en Guyane (version provisoire)**

Dans la perspective de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté portée par la délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, la CTG nous a sollicité afin d'enrichir la réflexion autour des spécificités de la pauvreté et de la précarité en Guyane. Cette note a permis d'appuyer les échanges entre la CTG et la délégation interministérielle. Un travail plus approfondi pourra être envisagé par la suite.

- **Préfiguration du portail Ressources Information Jeunesse 2018**

Le CRPV s'est engagé à porter la préfiguration et la mise en place d'un portail ressources et information jeunesse, envisagé comme :

- un site internet proposant à la fois :
 - une information jeunesse généraliste et actualisée pour les jeunes guyanais
 - un outil et support à l'animation du réseau des travailleurs de jeunesse en Guyane
 - un espace interactif à destination des jeunes guyanais afin d'installer un dialogue en ligne avec les jeunes via les réseaux sociaux

L'année 2018 a permis de préfigurer les contours de l'Espace Ressources Information Jeunesse ERIJ et d'en identifier les premiers contenus :

- Respect de la Charte de l'Information jeunesse en ligne : pour une information gratuite, claire, actualisée et basée sur les besoins des jeunes
- A partir de la Base de données des dispositifs jeunesse actualisée et du benchmark réalisé sur différents sites d'information jeunesse, première sélection des champs thématiques (arborescence)

- **Animation de la gouvernance de la Démarche Jeunesse**

Le CRPV a animé la gouvernance de la Démarche Jeunesse par le biais notamment de réunions techniques et stratégiques de présentation des avancées des divers projets, au côté de réunions techniques ciblant des projets spécifiques (médiation sociale). 2018 a été aussi l'occasion de poursuivre le partenariat initié en 2016, avec la Communauté d'Agglomérations du Centre Littoral sur le dispositif CPJ.

- **Animation d'un réseau des associations sur la thématique du soutien à la parentalité**

Des premiers échanges entre l'UDAF, la CAACL et le CRPV ont permis de déterminer des enjeux autour de l'affirmation de la structure en tant que véritable tête de réseau de la thématique parentalité.

Au regard de l'actualité nationale déclinée en Guyane, une réflexion a été initiée sur l'opportunité de l'organisation d'un séminaire technique afin de se saisir des deux

stratégies nationales relatives au soutien à la parentalité et à la prévention et à la lutte contre la pauvreté dans le cadre de la mise en place.

Les productions

- **Publication et diffusion de l'ouvrage « Les jeunes gyanaises dans une société en mutation »**

PIANTONI F., WINTREBERT R., *Les jeunes gyanaises dans une société en mutation - Une enquête statistique auprès des 16-25 ans*, Études et perspectives, Coll. Jeunesse, CTG, CRPV, 2017.

Éléments de langage pour le dossier de presse CTG, mai 2018

Synthèse générale de l'ouvrage, mai 2018

Support de présentation PPT, Les jeunes gyanaises dans une société en mutation - Une enquête statistique auprès des 16-25 ans

- **Portraits de jeunes : communiquer sur les parcours de vie**

Portrait : « *Je galère pour la carte de séjour* »

Portrait : « *Moi, j'ai des rêves* »

Portrait : « *J'ai un but* »

Portrait : « *J'ai abandonné l'école* »

- **Séminaire technique sur les jeunes de l'intérieur**

Support de présentation du séminaire relatif aux constats et préconisations issus des différents travaux sur les communes de l'intérieur, juin 2018

Proposition de déroulé prévisionnel du séminaire mai 2018

Fiche projet 1 : Information jeunesse et prévention des risques, juin 2018

Fiche projet 2 : Hébergement et mobilité des jeunes de l'intérieur, juin 2018

Fiche projet 3 : Médiation sociale – Retour sur le territoire, juin 2018

- **Accompagnement à la préfiguration d'un dispositif d'accès aux loisirs, insertion professionnelle et engagement des jeunes.**

Relevé de décisions réunion de travail CA CL CTG CRPV 24 avril 2018

Relevé de décisions réunion de travail CA CL CTG CRPV 11 septembre 2018

Liste des membres du groupe projet, octobre 2018

Support de présentation du groupe projet, octobre 2018

- **Accompagnement de la Collectivité territoriale de Guyane à la mise en place d'une commission transversale**

Proposition de déroulement prévisionnel de la commission transversale jeunesse, mai 2018

Fiche atelier sur les politiques jeunesse de la CTG, mai 2018

- **Actualisation du tableau de bord synthétique des jeunes adultes de Guyane, un état des lieux**

Graphismes et tableaux recensement de la population 2014 version provisoire 2018

- **Note de contextualisation : pauvreté et précarité en Guyane**

Note de contextualisation : pauvreté et précarité en Guyane (version provisoire), second trimestre 2018

- **Préfiguration du portail Ressources Information Jeunesse 2018**

Note de préfiguration ERIJ, juillet 2018

Actualisation de la base de données des dispositifs jeunesse, courant 2018

- **Animation d'un réseau des associations sur la thématique du soutien à la parentalité**

Support de présentation du séminaire technique des politiques publiques de parentalité, version provisoire, novembre 2018

Les perspectives

La démarche jeunesse II propose de porter une vision stratégique et opérationnelle en réponse aux besoins des jeunes guyanaises. 2019 viendra s'inscrire dans le prolongement des actions déjà engagées dans le cadre d'un partenariat toujours renouvelé entre la Collectivité Territoriale de Guyane et le CRPV :

- **Appui de la CTG dans la structuration de sa stratégie territoriale jeunesse :**

Poursuivre le travail de veille scientifique et d'observation des jeunes de Guyane, Elaborer un document cadre de la politique territoriale de jeunesse Formalisation d'une stratégie sur dix ans,

Appuyer l'animation des commissions thématiques de l'Assemblée Territoriale des Jeunes de Guyane (ATJEG)

Appuyer l'animation de la gouvernance de la Démarche Jeunesse à travers le comité de pilotage et la Commission transversale Jeunesse.

- **Animation, développement et au déploiement d'un espace ressources et information jeunesse**

L'animation de l'outil numérique de référence en termes d'information jeunesse sur le territoire guyanais doit s'accompagner d'une mise à disposition de celui-ci sur l'ensemble du territoire : déploiement de l'ERIJ dans les communes de l'intérieur et les sites isolés afin de lutter contre le non recours des jeunes de l'intérieur et proposer des solutions pour réduire la fracture numérique.

- **Mise en œuvre de l'expérimentation d'un dispositif similaire au Contrat Partenaires Jeunes**

Il s'agira ici de travailler l'accès aux loisirs sur le modèle du Contrat Partenaire Jeune (CPJ) : les enfants et jeunes bénéficient d'une aide pour pratiquer une activité de loisirs (sport, culture) à l'année, en contrepartie, ils s'engagent à accomplir une action citoyenne.



MÉDIATION

Éléments de contexte

Depuis 2017, le CRPV porte une expérimentation de médiation sociale en milieu scolaire (MSMS). Au regard des phénomènes persistants de violence observés dans et aux abords des différents établissements scolaires de Guyane et des premières remontées de terrain concernant l'action de médiation en milieu scolaire, **la Préfecture de Guyane a souhaité doubler le dispositif de médiation à l'école dès la rentrée 2018-2019, en passant de 6 à 12 sites couverts.**

Par ailleurs, l'année 2018 a été également marquée par la poursuite des réflexions autour de l'accompagnement à la professionnalisation des adultes relais au travers du projet MSMS, des rencontres territoriales des adultes relais et du plan de professionnalisation.

Les projets

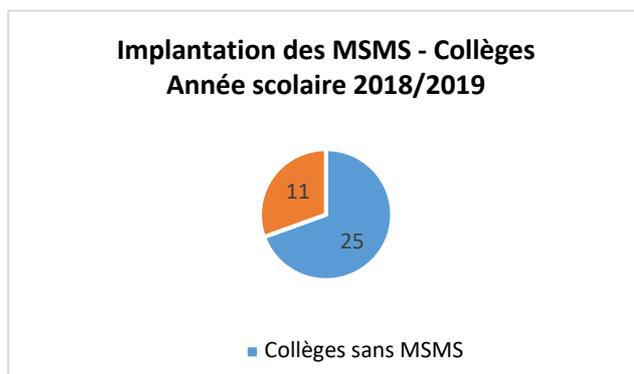
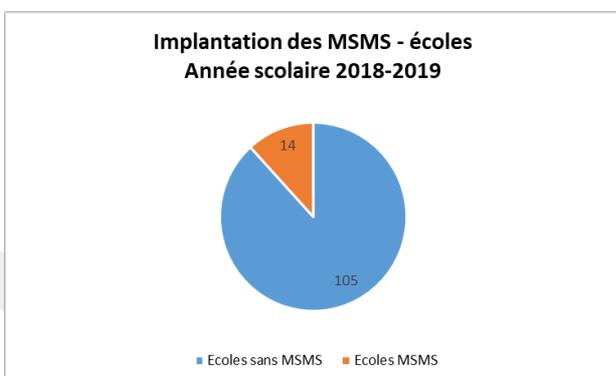
- **Mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation nationale de médiation sociale en milieu scolaire**
 - Déploiement des activités de médiation sociale sur les 3 axes
 - Encadrement et suivi des 6 puis 12 médiateurs sociaux
 - Intensification et densification du réseau partenarial : Education Nationale, DSU, CLSPD, PRE...
 - Suivi des relations avec France Médiation
 - Recrutement des 6 + 2 médiateurs (information collective, jurys de sélection).
 - Accompagnement à la professionnalisation des médiateurs (formation, analyse de pratiques, regroupement des équipes)
 - Animation de la gouvernance
 - Évaluation de l'activité de médiation sociale
 - Réflexion autour de la pérennisation du dispositif



- **Doublement du dispositif de médiation sociale en milieu scolaire**

A l'initiative de la Préfecture et avec l'engagement des différents partenaires, le dispositif est donc passé de :

- 6 à 12 sites scolaires,
- Soit de 6 à 12 médiateurs,
- Soit de 13 à 25 sites scolaires : 11 collèges et 14 écoles élémentaires sur les communes Politiques de la Ville de Guyane à la rentrée scolaire de septembre 2018 (quartiers prioritaires de Thémire Mairie Bourg Tonate Balata RN1 les sables blancs).



- **Évaluation du projet MSMS année scolaire 2017/2018**

L'évaluation mise en œuvre s'appuie sur le logiciel de reporting « Médios », lequel permet de disposer de données chiffrées saisies par les médiateurs sociaux sur chaque site scolaire. Ces données sont analysées et présentées dans un rapport annuel du projet.

Les bilans par site font l'objet d'une présentation en comité de suivi de fin d'année scolaire ; ces instances permettent ainsi de croiser évaluation quantitative et qualitative. Enfin, le bilan annuel de l'ensemble du projet reprenant les 3 axes est partagé et validé par les membres du comité de pilotage.

Le premier rapport d'évaluation annuel montre ainsi **la contribution positive de l'expérimentation à l'amélioration du climat scolaire, à la diminution de l'absentéisme et la bonne intégration progressive des médiateurs dans le maillage partenarial.**

Quelques chiffres clés :

- 974 Présences actives de proximité
- 436 interventions relatives aux gestions de conflits dont la moitié concerne les violences verbales
- 213 interventions sur les questions d'absentéisme
- 253 mises en relations dont une majorité concernant les problématiques d'absentéisme

- **Pérennisation de l'expérimentation**

Au terme de décembre 2020 et sous condition de réussite du projet, il s'agira alors de transmettre le projet à une autre structure à créer ou pré existante en tenant compte des critères suivants :

- L'ampleur des besoins de médiation sociale dans différents domaines d'intervention,
- L'attention portée à la qualité de la démarche de médiation sociale via la formation et l'ingénierie de projet,
- La culture commune créée au travers de l'expérimentation : un projet commun défini dans une logique de territoire,
- Des enjeux de gouvernance : association des partenaires à la prise de décisions concernant les grandes orientations,
- La recherche de diminution et de mutualisation des coûts dans un contexte contraint.

Dans cette optique, le CRPV a multiplié les échanges avec ses partenaires afin de clarifier les objectifs d'une telle préfiguration, à savoir :

- Développer et de porter des emplois pérennes dans le secteur de la médiation sociale en Guyane ;
- Former et qualifier les emplois de ce secteur.

- **Professionalisation des adultes relais**

- **Organisation de la formation sur les fondamentaux de la médiation sociale**

Dans la continuité de la formation à la médiation sociale mise en place en 2017 avec le soutien du CGET et Uniformation, et à l'occasion du recrutement de 8 nouveaux médiateurs sociaux en milieu scolaire, le CRPV a souhaité une nouvelle fois ouvrir la formation à 4 autres structures associatives du territoire.

Il s'agit de favoriser au travers des médiateurs, la montée en compétence sur les questions d'intervention sociale. Par ailleurs, le collectif vient également favoriser la création de conditions propices à la mise en réseau des médiateurs adultes relais en Guyane.

➤ Organisation et animation des Rencontres Territoriales des Adultes Relais 2018

Le Ministère de la cohésion et des territoires a souhaité donner la parole à ces acteurs de terrain et apporter une reconnaissance à leur fonction de médiation via l'organisation de



rencontres territoriales dont la première édition en Guyane s'est tenue en décembre 2016.

C'est à ce titre qu'une **journée de rencontre et d'échanges réservée aux adultes-relais et à leurs encadrants s'est tenue le jeudi 22 novembre 2018 à**

Cayenne en présence du sous-préfet secrétaire général adjoint de la Préfecture de Guyane.

Le caractère primordial du travail de terrain de médiation sociale a été rappelé avec, pour corollaire, la responsabilité des employeurs à former leurs adultes-relais et à circonscrire leurs missions aux activités de médiation sociale.

Les rencontres, en quelques chiffres :

- 75 Adultes relais actifs en Guyane, 30 organismes employeurs
- 54 adultes-relais présents aux rencontres, en provenance de Cayenne, Kourou, Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly, et Saint Laurent du Maroni
- 10 encadrants présents
- 6 ateliers d'échanges de pratiques de médiation sociale à destination des adultes-relais, 2 à destination des encadrants

➤ Réflexion sur le plan de professionnalisation des adultes relais de Guyane

Le CRPV Guyane a construit une réflexion autour du dispositif adulte-relais dès 2008, en réalisant « l'évaluation du fonctionnement du dispositif « adulte-relais » en Guyane ».

Ainsi, dans la continuité des actions menées en collaboration avec la DJSCS, et conscient des besoins de la Guyane en termes de renforcement des compétences de l'intervention médico-sociale, **le CRPV a développé une réflexion relative à la stratégie de qualification des acteurs de proximité de la politique de la ville.**

Le centre a donc interpellé et relayé les besoins en termes d'élaboration d'un plan de professionnalisation des adultes-relais de Guyane 2018 - 2020.

Les productions

- **Mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation nationale de médiation sociale en milieu scolaire.**

Outils des médiateurs :

- 6 diagnostics des sites scolaires, 6 programmes d'action Prévisionnels des médiateurs, Janvier 2018
- Fiche de saisine de visite à domicile, Fiche de contact avec la famille, Fiche d'orientation vers le médiateur, Mai 2018, Fiche type projet, Juillet 2018
- Demande d'intervention de l'assistante sociale en faveur des élèves (orientation), Demande d'entretien avec le médiateur, Mai 2018
- Note de présentation des outils du médiateur, Juillet 2018
- Protocole de remontée d'information à destination des établissements scolaires et des MSMS, Octobre 2018

Gouvernance

- Support de présentation et relevé de décisions, COPIL MSMS, Février et novembre 2018
- Support de présentation, Bilan partiel MSMS CLSPD Cayenne, Avril 2018
- 6 Supports de présentation et relevés de décision Comités de suivi MSMS par site, Mars Avril Juin Septembre 2018
- Bilan version provisoire MSMS SLM, Novembre 2018

Partenariat

- Support de présentation, Présentation du dispositif MSMS lors du séminaire " la semaine de la persévérance scolaire", Avril 2018
- Support de présentation, Présentation du dispositif MSMS aux assistants sociaux Education Nationale, Juin 2018

- **Doublement du dispositif de médiation sociale en milieu scolaire**

Plaquette de communication MSMS, Novembre 2018

- **Evaluation du projet MSMS année scolaire 2017/2018**

Rapport d'évaluation annuelle MSMS Version provisoire, Novembre 2018

- **Pérennisation de l'expérimentation**

Principes relatifs à la création d'un Groupement d'employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) et/ou d'un Groupement d'employeurs (GE) dans le secteur de l'intervention sociale, mars 2018

- **Professionalisation des adultes relais**
 - Organisation de la formation sur les fondamentaux de la médiation sociale
Support formation MS 09 à destination des médiateurs, Octobre 2018

 - Organisation et animation des Rencontres Territoriales des Adultes Relais 2019
Dossier animateur novembre 2018, RTAR 2018
Programme RTAR 2018
Questionnaire d'évaluation RTAR 2018, novembre 2018

 - Réflexion sur le plan de professionnalisation des adultes relais de Guyane
Élaboration et animation du plan de professionnalisation des adultes-relais de Guyane 2018 - 2020, mai 2018

Les perspectives

Au-delà du maintien du cadre qualitatif du projet MSMS au quotidien autour du triptyque : formation, accompagnement de proximité et suivi-évaluation, en intégrant les nouveaux sites, il s'agira de :

- garantir les conditions de la pérennisation du dispositif : d'une expérimentation au droit commun,
- répondre aux enjeux de formation à la médiation sociale et de démarche qualité en appui aux initiatives locales,
- poursuivre *les démarches d'innovation de politique sociale en lien avec la médiation initiée dans un premier temps à petite échelle et mise en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation*¹.

¹ Définition d'une expérimentation sociale HCSA (Haut-commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté) (2007)

PARTICIPATION DES HABITANTS

Éléments de contexte

En Guyane, l'élaboration des Contrats de ville en Guyane, a permis de poser une première réflexion autour de la création des conseils citoyens. Ainsi, cinq des six communes en politique de la ville ont pu bénéficier d'un accompagnement autour du recensement de leurs pratiques et attentes participatives ainsi que des éléments de réflexion relatifs à la préfiguration de leurs instances.

La ville de Cayenne s'est d'ores et déjà inscrite dans cette dynamique participative avec la transformation des conseils de quartiers en conseils citoyens, pour ceux situés dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

A Saint Laurent du Maroni, la commune s'est engagée en 2018, dans des démarches participatives concomitamment à la mise en place d'une stratégie de concertation du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Enfin, la création des conseils citoyens a été remis au rang des priorités dans l'ensemble des communes Politique de la Ville à l'initiative de l'Etat local avec le dépôt des listes des membres des conseils citoyens pour chaque commune pour la fin d'année 2018.

Les projets

- **Achèvement du cycle de formation des Conseils citoyens de Cayenne**

Dans la continuité des démarches engagées, le cycle de 4 séances de formation/sensibilisation des conseils citoyens de la commune de Cayenne s'est achevé sur deux séances au mois de février 2018.



Au-delà de l'acquisition de connaissances et compétences, les conseillers citoyens ont souligné au cours des différentes séances, l'importance de :

- Pouvoir échanger entre pairs,
- Aller à la rencontre des professionnels de la Politique de la Ville,
- Rendre vivant les contenus et les adapter à la réalité du territoire.

Séance 3 : Des conseils citoyens, acteurs de la politique de la ville	Séance 4 : Acteurs et compétences, qui fait quoi ?
Date : 8 février 2018	Date : 22 février 2018
Intervenant : Délégué du Préfet de l'île de Cayenne	Intervenants : Agent de Police Municipale, Chargée de mission Gestion Urbaine de Proximité
Objectifs : Comprendre et s'approprier la politique de la ville (initiation) Se familiariser avec le contrat de ville de Cayenne Commencer à identifier les différents acteurs de la politique de la Ville	Objectifs : Connaître les compétences des collectivités territoriales et de l'Etat Se familiariser avec l'organisation des services municipaux Co construire le guide pratique des habitants

- **Accompagnement de la collectivité de Saint Laurent du Maroni pour la mise en place d'une stratégie de concertation du NPNRU**

La préfiguration des conseils citoyens de Saint Laurent intègre la stratégie de concertation développée dans le cadre du NPNRU.

Le centre est venu appuyer la commune sur la structuration d'une stratégie de participation des habitants : il s'agit de

s'appuyer sur les démarches de participation citoyenne existantes sur l'ensemble des quartiers prioritaires de la politique de la ville, au-delà des seuls quartiers concernés par le NPNRU.

Cette réflexion stratégique a été présentée en Conseil Municipal et s'articule autour de 3 objectifs :

- Rendre les habitants acteurs du développement social local,
- Favoriser l'émergence de dynamiques participatives (création d'instances, lieux ressources, accompagnement...),
- Structurer la dynamique participative du territoire saint laurentais.



- **Accompagnement aux réunions de lancement des conseils citoyens de Kourou et Matoury**

Dans le contexte de transmission des listes au Préfet des conseils citoyens, le CRPV a été sollicité par les deux communes afin d'appuyer l'animation des réunions publiques avec les potentiels membres des conseils citoyens sur les aspects liés au cadre de référence.

- **Appel à contribution Conseils citoyens et renouvellement urbain**

Le nouveau programme national de renouvellement urbain concerne trois des six communes Politiques de la Ville de Guyane : Cayenne (trois quartiers), Matoury (un quartier), ainsi que Saint-Laurent du Maroni (plusieurs sites du centre-ville).

Cayenne et Matoury ont également bénéficié du précédent programme de renouvellement urbain. Les trois communes ont par ailleurs, inscrit comme objectifs de leur contrat de ville, la mise en place de conseils citoyens sur l'ensemble des quartiers politiques de la ville.

La note a permis de relever que, si la loi du 21 février 2014 rend obligatoire la création des conseils citoyens, ces instances prennent appui sur des dynamiques participatives prés existantes plus ou moins formalisées selon les territoires.

Il convient de préciser que les démarches de participation des habitants en Guyane et plus précisément dans le cadre des projets de renouvellement urbain, doivent pouvoir s'adapter au contexte local marqué, entre autres, par :

- De fortes vagues d'immigrations avec une population maîtrisant partiellement la langue française compliquant l'accès à l'information et la communication entre institutions et habitants,
- Une croissance démographique exponentielle,
- La présence de quartiers d'habitat spontané (31 876 constructions spontanées ont été recensées par l'Audeg en 2011, ce qui représente 40% du bâti total guyanais), où l'intervention publique reste très complexe.

- **Animation de réseau**

La réunion du 29 novembre 2018 a réuni les techniciens référents des conseils citoyens de chaque commune.

Suite à l'état des lieux relatif aux démarches engagées :

Les échanges se sont concentrés autour des besoins des acteurs en termes de :

Animation du réseau des référents conseils citoyens

Formation des conseils citoyens de Guyane et capitalisation des démarches engagées

Communes	Cayenne	Kourou	Macouria	Matoury	Rémire-Montjoly	Saint Laurent
Nombre de CC	9	3	3	5	2	6
RH	1 coordinateur (recrutement à venir)	1 chargé de mission CC/CLSPS/GUSP/E VS (Recrutement à venir) + animateurs de quartier	1 chargée de mission CLSPD/CC	1 chargé de mission	Service DSU	Médiateurs sociaux

Les échanges se sont concentrés autour des besoins des acteurs en termes de :
 Animation du réseau des référents conseils citoyens
 Formation des conseils citoyens de Guyane et capitalisation des démarches engagées

Les productions

➤ **Achèvement du cycle de formation des Conseils citoyens de Cayenne**

Note Relative à l'AMO : accompagnement de la collectivité de Saint Laurent du Maroni pour la mise en place d'une stratégie de concertation du NPNRU, août 2018

Support de présentation formation POV Conseils citoyens de Cayenne, et relevé de décisions, formation POV Conseils citoyens de Cayenne, 8 février 2018

Support de présentation formation acteurs et compétences Conseils citoyens de Cayenne, et relevé de décisions, formation acteurs et compétences Conseils citoyens de Cayenne, 22 février 2018

➤ **Accompagnement de la collectivité de Saint Laurent du Maroni pour la mise en place d'une stratégie de concertation du NPNRU**

Note relative à l'accompagnement de la collectivité de Saint Laurent du Maroni pour la mise en place d'une stratégie de concertation du NPNRU, octobre 2018

➤ **Réunion de lancement des conseils citoyens de Kourou**

Support de présentation Conseils citoyens Kourou, octobre 2018

➤ **Appel à contribution Conseils citoyens et renouvellement urbain**

Appel à contributions 2018 Conseils citoyens et renouvellement urbain, octobre 2018

➤ **Animation de réseau**

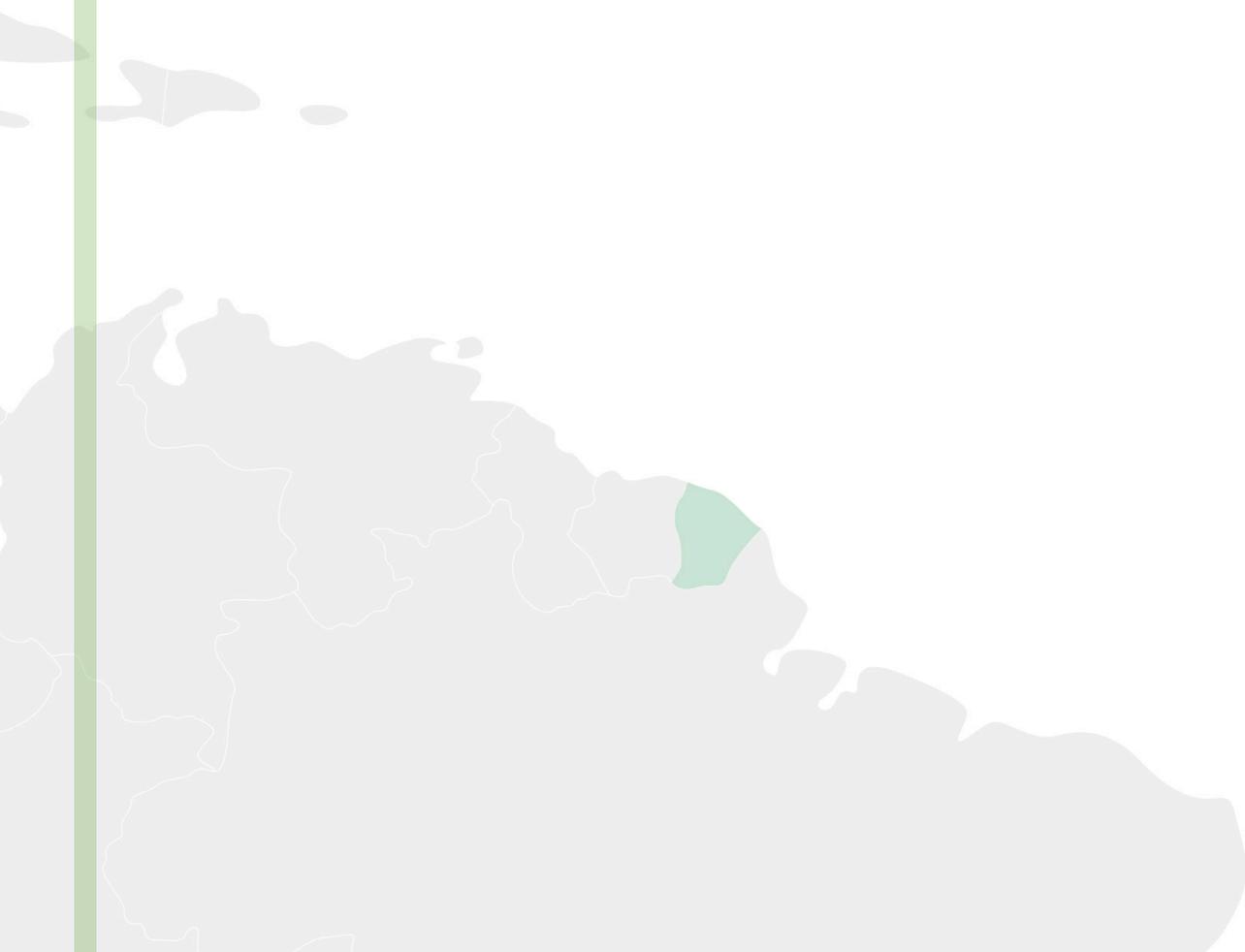
Réunion Accompagnement des démarches Conseils citoyens, Synthèse des échanges, 29 novembre 2018

Les perspectives

La création des conseils citoyens a été remise au rang des priorités dans l'ensemble des communes Politique de la Ville.

Désormais, l'enjeu constituera à former, mobiliser, accompagner les conseils citoyens mais également à articuler cette question de la participation citoyenne avec les autres dynamiques en cours, notamment la création des espaces de vie sociale.





Activités administratives et financières



Ressources humaines Composition de l'équipe

- En cette année 2018, les salariés en CDI qui composent l'équipe du Centre de Ressources Politique de la Ville sont :

Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Denis SOUILLARD	Directeur	Septembre 2010	
Karen VALENCE	Chargée de mission Rénovation Urbaine, Habitat	Avril 2012	Août 2018
Alexandra COSSIO	Chargée de mission Démarche Jeunesse	Septembre 2015	Août 2018
Audrey LEEMANN	Responsable du pôle Innovation Social	Juillet 2016	

- A cette équipe permanente s'ajoute :

Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Cécilia CABRERA	Technicienne de surface	Juillet 2016	
Manuella GUIMARAES	Assistante de direction	Octobre 2017	Août 2018
Carlos WEE WEE	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Martine NEMAN	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Stéphane BONDRI	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Steeve NALEGE	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	Juillet 2018

Kelly JEAN-BAPTISTE	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Ingrid APAI	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	Juillet 2018
Salvana SARAVIDA	Technicienne de surface	Janvier 2018	Janvier 2018
Giselle SANTANA LIMA	Cheffe de projet Médiation Sociale	Mars 2018	
Emma GRAVAL	Chargée de mission Santé	Juillet 2018	
Janel SIMEON	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Patricia ROSEMONT	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Marc RAISIN	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Véronique MAIS	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Masleni LEO DE LIMA	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	Septembre 2018
Didier FRANCIS	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Nadège ELIBOX	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Raymond ABLANC	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Mallainy BHIKHOO	Assistante de direction	Septembre 2018	
Juciclei PICANCO DE SOUSA	Médiateur en Milieu Scolaire	Octobre 2018	
Eloïse MARREC	Chargée de mission Médiation Sociale	Décembre 2018	

- Prestataires extérieurs

Nom du Prestataire	Objet	Thématique
France Médiation	Préparation, intervention et animation du séminaire « Les questions de médiation aujourd'hui en Guyane »	MEDIATION
Publirama	Conception et impression des cartes de vœux, carte de visite	FONCTIONNEMENT
Question de Ville	Projet de communication des Centres de Ressources	POLITIQUE DE LA VILLE
Bitwip	Elaboration et diffusion de la lettre mensuelle	FONCTIONNEMENT
CCB Guyane	Contrat Imprimante	FONCTIONNEMENT
Arapasi Guyane	Préparation et intervention en psychologie	MEDIATION
Stipa	Conception et impression des publications	MEDIATION

- Les financeurs + synthèse du rapport de gestion

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS	STRUCTURES	OBJET DE LA CONVENTION	VOLUME DE CONVENTIONS	MONTANT DES SUBVENTIONS
ETAT	CGET	Programmation 2018	4	125 000 €
		MSMS		8276 €
		MSMS		11 000 €
		MSMS (Cayenne, Matoury, Rémire, Macouria, Kourou, Saint-laurent du Maroni)		101 000 €
	ARS	Convention triennale 2017/2019	1	40 000 €
	CDC	Convention partenariale dédiée au volet urbain 2018/2020	1	30 000 €
	DGOM	MSMS	1	20 000 €
	FIPD	MSMS	1	25 000 €
	ASP	MSMS		150 685 €
COLLECTIVITES	CTG	Programmation 2018	5	10 000 €
		ERIJ		100 000 €
		MSMS		60 000 €
		Démarche Jeunesse		81 955 €
		MSMS		2 000 €
	CACL	Convention triennale 2018/2020	1	20 000 €
		MSMS	1	35 000 €

COMMUNES	Cayenne	Programmation 2018	5	8 000 €
	Matoury			8 000 €
	Rémire			8 000 €
	Macouria			6 000 €
	Kourou			3 000 €
	Cayenne	MSMS	6	9 000 €
	Matoury			5 000 €
	Rémire			10 000 €
	Macouria			8 000 €
	Kourou			10 000 €
	Saint-Laurent du Maroni			9 500 €
	Cayenne			5 000 €
		Conseils citoyens (report 2019)	1	5 000 €

- **Le secrétariat et la comptabilité**

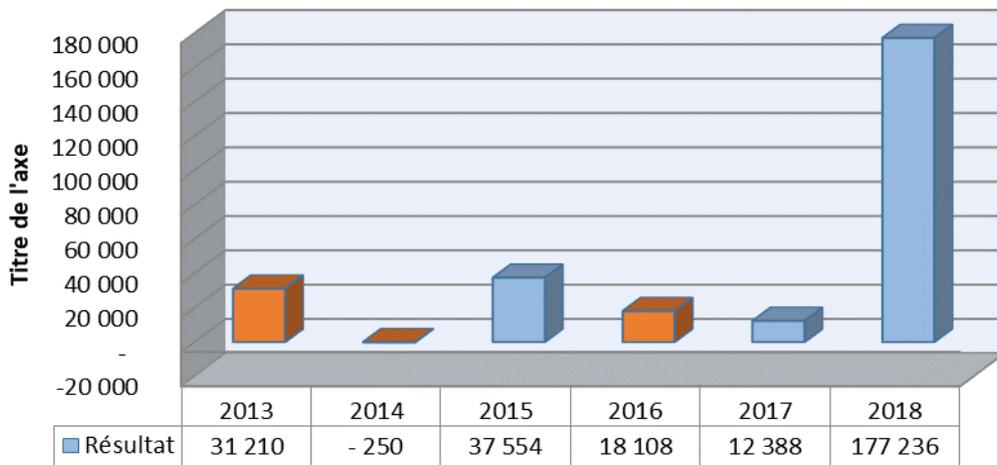
En 2018, le CRPV a continué d'héberger à titre gracieux l'association CRESS au titre de l'expérimentation de médiation sociale dans les quartiers. Une partie des locaux ainsi que le matériel sont mis à sa disposition.

D'autre part, la comptabilité analytique s'affine et nous permet de suivre au plus près les projets engagés et ainsi reporter à l'année suivante les fonds dédiés non encore utilisés afin de finaliser les projets en cours.

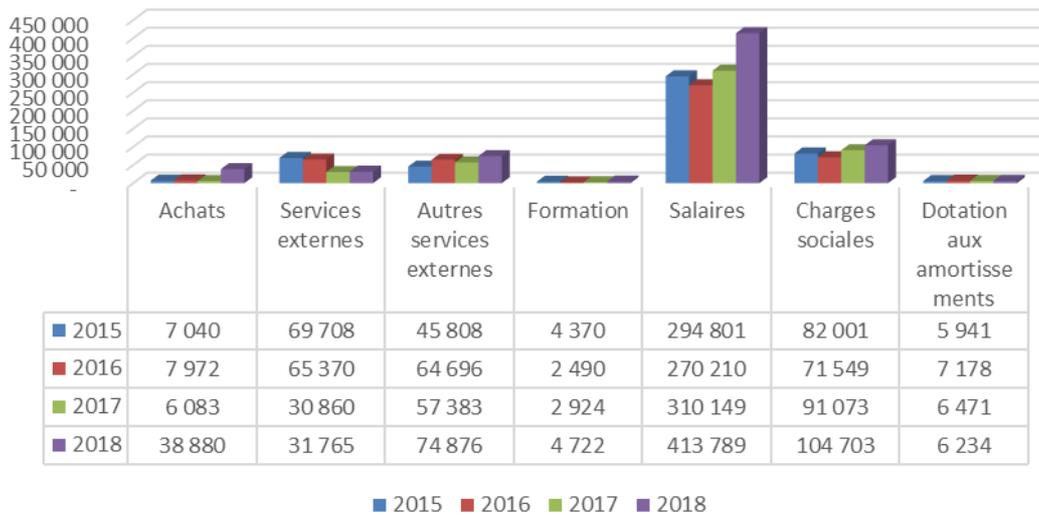
Les comptes annuels 2018 du Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan net : 760 438 €
- Total du compte de résultat : 1 149 873 €
- Résultat (excédent) : 177 236 €

Résultats des 6 dernières années



Charges d'exploitation



- **La gouvernance**

Les membres du Comité de Direction (appelé plus communément CODIR), se sont réunis deux fois au cours de l'année 2018 ;

Le 28 février 2018, avec pour ordre du jour :

- Approbation du compte rendu du comité de direction du 20 octobre 2016
- Rapport de gestion 2016, bilan comptable et rapport du commissaire aux comptes
- Affectation du résultat 2016
- Rapport d'activité 2016
- Questions diverses

Le 25 Octobre 2018, avec pour ordre du jour :

- Approbation du compte rendu du comité de direction du 28 février 2018
- Rapport de gestion 2017, bilan comptable et rapport du commissaire aux comptes
- Affectation du résultat 2017/report à nouveau
- Rapport d'activité 2017
- Questions diverses

Annexes



Suivi de l'activité du centre

Types d'actions	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Manifestations à vocation informative (<i>réunions d'information, conférences, colloques</i>)	2	4	8	1	7	2	0	0	5	2	11	0	42
Actions de montée en compétences des acteurs	5	6	3	2	0	2	2	3	1	4	7	2	37
..... Dont cycles de qualification	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Dont sessions de formation	1	4	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	9
..... Dont groupes de travail, ateliers thématiques, atelier débat, réunion de mise en réseau	4	2	3	2	0	2	2	1	1	2	7	2	28
..... Dont actions en proximité territoriale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12	16	14	5	7	6	4	6	7	10	25	4	116

Suivi de l'activité du centre (focus sur l'accompagnement de projet)

Types d'actions	Date	Lieu	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Accompagnement de projets - Etudes			175	139	265	140	189	81	16	15	509	533	531	211	2804
Politique de la ville, approche transversale															
SOUS TOTAL Politique de la ville			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pôle Innovation sociale															
MEIMS															
SOUS TOTAL MEDIATION			166	134	262	131	173	74	8	9	581	522	524	288	2712
Jeunesse															
SOUS TOTAL JEUNESSE			0	4	3	8	15	6	2	2	2	2	2	0	54
Participation des habitants															
SOUS TOTAL PARTICIPATION DES HABITANTS			0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	3
SOUS TOTAL POLE IS			174	138	265	139	188	80	10	11	585	525	526	288	2769
Pôle réseau et qualification															
Habitat et RU															
SOUS TOTAL HABITAT			1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	4
Santé															
SOUS TOTAL SANTE			0	0	0	1	0	0	6	4	4	0	5	3	31
Développement économique															
SOUS TOTAL DEVECO			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL POLE RQ			1	1	0	1	1	1	6	4	4	0	5	3	25
TOTAL			175	139	265	140	189	81	16	15	509	533	531	211	2804

Profil des professionnels touchés

	Agent des collectivités locales		Agents de l'Etat		Associations (y compris celles qui ont une délégation de service public)	Acteurs publics et privés de l'habitat	Agences, chambre consulaires	Entreprises du secteur privé	Elus	Usagers / Citoyens	Adultes relais	Autres acteurs
	politique de la ville	Droit commun	politique de la ville	Droit commun								
Manifestations à vocation informative (réunions d'information, conférences, colloques)	73	70	11	0	11	0	0	0	1	20	54	0
Actions de montée en compétences des acteurs	41	3	1	6	28	4	12	4	1	27	40	5
..... Dont cycles de qualification	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Dont sessions de formation	11	1	1	0	1	0	0	0	0	27	40	0
..... Dont groupes de travail, ateliers thématiques, atelier débat, réunion de mise en réseau	30	2	0	6	27	4	12	4	1	0	0	0
..... Dont actions en proximité territoriale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total – Nombre total de présences cumulées	114	73	12	6	39	4	12	4	2	47	94	5

Profil des professionnels touchés (focus accompagnement de projet)

Nombre de présences par type d'action et par profil de participant	Agent des collectivités locales		Agents de l'Etat		Associations	Bailleurs sociaux	Agences, chambres consulaires, CDC, EPA-EPC, EPIC	Entreprises du secteur privé	Elus	Usagers / Citoyens	Adultes relais	Autres acteurs
	<i>politique de la ville</i>	<i>Droit commun</i>	<i>politique de la ville</i>	<i>Droit commun</i>								
Accompagnement de projet/études	103	114	41	886	80	0	15	2	42	9506		1



CRPV Guyane

12, rue du XIV Juillet
BP 691
Cayenne Cedex
Tel : 05 94 28 79 43
Fax : 05 94 28 79 44

www.crpv-guyane.org
crpvguyane@gmail.com

Directeur de publication :
Denis SOUILLARD

**Conception graphique &
Crédits photos :**
CRPV Guyane

Octobre 2019